



L'APRÈS

COMMUNIQUÉ

16 octobre 2025

LE GOUVERNEMENT LECORNU RESTE EN PLACE, MAIS LA CENSURE NE SAURAIT TARDER

Le gouvernement n'est pas censuré aujourd'hui, faute du concours des voix de l'ensemble des parlementaires du Nouveau Front Populaire et notamment la majorité de groupe PS.

Pourtant, **la crise est loin d'être terminée**. Ce gouvernement, imposé par la force des pouvoirs présidentiels, **finira bien par tomber**.

L'intervalle de temps doit être utile à la population. Le débat parlementaire qui s'ouvre sur **le budget donnera lieu aux combats que porte le NFP** : abrogation de la réforme des retraites, taxation du capital, augmentation du SMIC et des minimas sociaux, revalorisation du point d'indice des fonctionnaires, blocage des prix de l'énergie et des produits de première nécessité.

Les manœuvres du gouvernement sont grossières, notamment avec une taxation sur les hauts patrimoines au rabais, loin de la proposition de loi Autain-Sas qui instaure la taxe Zucman.

Le premier ministre propose 7 milliards d'économies sur la santé, sujet pourtant élevé au rang n°1 dans toutes les enquêtes d'opinion. Nous refusons le doublement des franchises médicales, les arrêts maladie sous surveillance, la taxe sur les mutuelles qui répercuteront les coûts sur les assurées et la suppression de l'abattement fiscal sur les retraites.

Le Gouvernement, par un amendement au PLFSS, installe **un chantage inique** : le décalage de l'application de la réforme des retraites contre la santé.

L'Après n'accepte pas les tactiques déshonorantes du Président de la République qui abuse de ses pouvoirs de nomination et de dissolution.

La conséquence en est à la fois une colère immense et un risque majeur de division.

L'Après continue d'œuvrer activement, et sur tout le territoire, au rassemblement de la gauche sociale et écologiste.